Julien TERRAL, *L'insécurité au Journal Télévisé. La campagne présidentielle de 2002*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. De visu, 2004, 126 p.

Lucas Dufour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5862>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5862

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 493-495

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Lucas Dufour, « Julien TERRAL, *L'insécurité au Journal Télévisé. La campagne présidentielle de 2002* », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 29 mai 2012, consulté le 08 avril 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5862> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5862>

Ce document a été généré automatiquement le 8 avril 2021.

Tous droits réservés

Julien TERRAL, *L'insécurité au Journal Télévisé. La campagne présidentielle de 2002*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. De visu, 2004, 126 p.

Lucas Dufour

RÉFÉRENCE

Julien TERRAL, *L'insécurité au Journal Télévisé. La campagne présidentielle de 2002*, Paris, Éd. L'Harmattan, coll. De visu, 2004, 126 p.

- 1 Souvent, les hommes ou formations politiques – dont la peur est le fond de commerce électoral – peuvent compter sur la complicité des principaux médias pour promouvoir le thème de l'« insécurité ». Si le processus n'est pas nouveau, il a reçu en France, au cours des mois qui ont précédé le premier tour des élections présidentielles de 2002, une illustration qui, pour dramatiquement caricaturale qu'elle ait pu être, n'en est pas moins préoccupante. Dans le cadre de son mémoire de DEA en sciences de l'information et de la communication (dont l'ouvrage ici commenté est la version remaniée), Julien Terral se propose donc, hors de tous les raccourcis polémiques, d'analyser la couverture médiatique du thème de l'« insécurité » par les journaux télévisés des deux principales chaînes françaises, TF1 et France 2. L'objectif est double : d'une part, mesurer – quantitativement et qualitativement – la propension de ces médias à diffuser une vision sécuritaire de la société française ; d'autre part, confronter cette information télévisée à la réalité proprement dite de l'« insécurité ». L'auteur veut ainsi contribuer à éclairer un discours dont l'ultime consécration politique, selon la plupart des commentateurs, aurait été la « logique » accession au deuxième tour du scrutin présidentiel du candidat de l'extrême droite.
- 2 Ce sont les deux mois précédant cette élection qui retiennent particulièrement l'attention de Julien Terral. Trois moments spécifiques de la médiatisation de

l'« insécurité » sont identifiés : d'abord, le mois de mars, marqué par une « progression constante » du nombre des sujets « insécurité » ; ensuite, le mois d'avril jusqu'au premier tour, le 21 avril, marqué par l'affaiblissement relatif de la thématique en dépit des deux pics apportés par les « événements » des 9 et 19 avril (meurtre d'un policier à Vannes, puis agression de « papy Voise » à Orléans) – au soir du 21 avril, les deux chaînes comptabilisent alors toutes deux 7 h 33 dévouées à la question de l'« insécurité », soit 342 sujets. Enfin, l'entre-deux tours qui se traduit par la douteuse et brutale disparition de la question de l'« insécurité » dans les journaux télévisés du soir : 18 sujets, 23 minutes, sur 15 jours, soit une baisse de 77 % !

- 3 La similitude de comportement des deux chaînes sur la question de l'« insécurité » est telle que l'auteur réfute d'emblée « l'idée convenue d'une spécificité du service public en matière d'information » (pp. 36-37) : le nombre des sujets est à peu près analogue sur les deux chaînes ; France 2 – tout autant que TF1 et dans les mêmes variations – privilégie le domaine scénique « insécurité » (faits divers de délinquance, actes d'incivisme, etc.) aux deux autres (« sécurité » – protection et prévention – et « opinion publique » – actions ou réactions des divers membres de la société) ; et les deux chaînes, de manière équivalente, préfèrent les questions de « police/justice » à celles de « prévention/ réinsertion » (p. 43). Tout au plus France 2 ouvre-t-elle moins fréquemment ses éditions sur l'« insécurité » que sa concurrente privée, mais cela n'apparaît guère significatif ...
- 4 Toutefois, l'appréciation comparative des deux chaînes évolue au cours de l'analyse sémio-discursive. En s'appuyant sur la sélection de 21 sujets, Julien Terral constate que, d'une manière générale, les deux chaînes se révèlent incapables de quitter la factualité événementielle et de rompre avec les perceptions dominantes ou officielles (politiques, syndicats de policiers, etc.). De fait, toutes deux réduisent la question de l'« insécurité » à des clichés simplistes et dramatisants qui confortent « leurs téléspectateurs dans une perception stéréotypante des violences urbaines en général et de leurs acteurs en particulier » (p. 51) et qui, au-delà, favorisent le « processus de dramatisation croissant de l'enjeu sécuritaire » (p. 61). Mais l'« affaire d'Évreux » – qui fait l'objet d'une étude plus détaillée – permet à l'auteur de nuancer son propos. En effet, si on retrouve bien sur les deux chaînes, des « similitudes », des « caractéristiques communes », « les mêmes rôles stéréotypés qu'à l'accoutumée » et cette même « construction des figures médiatiques propres à ce genre d'événements » (p. 69), elles présenteraient néanmoins, affirme-t-il, certaines différences : là où TF1 choisit de traiter l'événement en insistant sur le manque de moyens des forces de police – ce qui n'est pas anodin dans un contexte électoral –, France 2, en revanche, « adopte un tout autre point de vue » (p. 68). En effet, là où TF1 opte pour une « stratégie énonciative » (p. 57) racoleuse, à l'heure où des éléments viennent contredire la version jusqu'alors en vigueur (un innocent père de famille passé à tabac par les racketteurs de son fils), France 2 livre – par la voix d'un commissaire de police – une autre version que celle de la famille de la victime. Mais ces différences suffisent-elles pour placer TF1 dans un « pôle droitier » et la chaîne publique – en compagnie du *Monde* – dans un pôle appelé artificiellement « mondain » ? Le « ton » du 20 heures de France 2 sur l'événement particulier d'Évreux autorise-t-il réellement, d'une part, à disculper la chaîne publique d'avoir un point de vue « droitier » sur la thématique sécuritaire et à lui prêter, d'autre part, une « approche plus distanciée », voire une meilleure « conception du journalisme » (p. 73) ? Il suffirait de rappeler le traitement de ce même « sujet de société » par le 13 heures de France 2, présenté alors par Daniel Bilalian pour en douter (voir

D. Schneidermann, *Le cauchemar médiatique*, Paris, Denoël, 2003, pp. 55-62)... En revanche, nous souscrivons plus volontiers au commentaire de l'auteur qui souligne plus loin la responsabilité partagée des deux chaînes dans la mise en place, « par le jeu des représentations stéréotypées et la construction de figures de scénarisation, [d']un discours dominant axé sur la "spectacularisation" de la violence, la dramatisation de la question sécuritaire et la stigmatisation des jeunes de banlieues » (p. 86).

- 5 La partie de l'ouvrage consacrée à la réalité sociale de l'« insécurité » et aux conséquences de son traitement médiatique, pour instructive qu'elle soit, ne convainc pas toujours non plus. Pour Julien Terral, « on assiste à une pacification progressive de la société et, par là même, au mouvement de civilisation progressive des mœurs diagnostiqué dès la fin des années 1930 par Norbert Elias » (p. 95). L'accroissement de la délinquance « acquisitive » (cambriolages, vols de téléphones portables, etc.) – à mettre sur le compte de « l'entrée dans la société de consommation » (p. 97) – ne remet pas en cause cette évolution ; pas plus que la « *progression de la violence des mineurs* » (p. 98) ; (notons-le : cette « progression » traduirait seulement l'intensification de la répression policière des jeunes, voir L. Mucchielli, « Pour comprendre la violence », *Le Monde*, 13/11/2001, et L. Mucchielli, « Misère du débat sur l'insécurité », *Hommes et libertés*, 118, 2002, pp. 46-49). Dans ces conditions, analyse Julien Terral, l'émergence et le maintien d'une préoccupation sécuritaire tiennent davantage d'une médiatisation hypertrophiée et partisane que de l'expression d'un sentiment légitime s'appuyant sur des éléments objectifs d'« insécurité ». Bien qu'on ne puisse pas « mesurer l'impact exact qu'ont pu avoir ces images sur le résultat du scrutin » (p. 102), les médias, en relayant les faits divers et en « contribuant par là même à accréditer l'idée que l'insécurité était bien le premier mal de notre pays » (p. 100), peuvent donc être tenus en partie responsables des résultats du premier tour...
- 6 Toutefois, une question se pose : les scores du Front national sont loin d'exprimer une progression explosive d'un vote d'extrême-droite – le chiffre de 4 840 713 votes obtenus en 2002 est du même ordre que celui de 1995 (4 571 138). En revanche, Lionel Jospin a perdu deux millions et demi de voix. Une autre analyse du scrutin ne pourrait-elle donc pas révéler, parmi les raisons de ce vote, moins un sentiment de peur entretenu par une surenchère de discours sécuritaires combiné à l'« irrationalité des téléspectateurs » (p. 103), qu'un vif – et donc plus décisif – ressentiment de l'électorat de gauche envers une politique gouvernementale excluant de se distancier des intérêts des milieux économiquement et socialement dominants ? Quoi qu'il en soit, il ne faudrait pas qu'après l'avoir été par les « problèmes » de délinquance et d'insécurité urbaine, la réalité de « l'insécurité sociale » soit à présent occultée par la problématique – aussi justifiée soit-elle – de l'enrôlement sécuritaire des médias. En dépit de ces réserves, Julien Terral offre un petit livre qui illustre bien la criminalisation diffuse des quartiers populaires par les principaux médias audiovisuels. En cela, il peut donc contribuer utilement à la réflexion sur les violences de notre époque – réelles ou médiatiques.

AUTEURS

LUCAS DUFOUR

CHROME, université Paris 3

lucasdufour@yahoo.fr